

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM

Cimenterie de Héming
Route de Lorquin
57830 Héming

Références : IMLING_EQIOM_2025-06-23_RAPVI_MT_01437
Code AIOT : 0006203962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement EQIOM implanté Le Barlot, la Forge 57400 Imling. L'inspection a été annoncée le 22/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière d'Eqiom comporte une zone de stockage de déchets majoritairement inertes (provenant de l'extérieur du site), située à proximité des installations de traitement. Ces déchets sont valorisés dans la fabrication du ciment, en ajout au calcaire. Ils n'ont pas vocation à servir au remblayage de la carrière. Ces stockages sont réglementés par l'arrêté préfectoral (AP) n°2016-DLP-BUPE-15 du 22 janvier 2016 qui réglemente la cimenterie.

Suite à la découverte de fibres d'amiante (de type chrysotile) dans un échantillon de déchet inerte

de gypse recyclé (rapport d'analyse n°AR-25-LE-000806-02 du 14 janvier 2025 du laboratoire Eurofins), une inspection a été diligentée pour s'enquérir des conditions de stockage du stock résiduel de ce gypse recyclé amianté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM
- Le Barlot, la Forge 57400 Imling
- Code AIOT : 0006203962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM exploite une carrière de calcaire sur les communes d'IMLING, LORQUIN, NEUFMOULINS et XOUAXANGE. Cette carrière a pour vocation principale d'alimenter en matières premières la cimenterie sise à HEMING à 1 km de l'entrée de la carrière. Elle est exploitée depuis 1892, concomitamment à l'exploitation de la cimenterie. Elle est aujourd'hui autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 pour une durée de 30 ans pour l'extraction de 3 300 000 tonnes de matériaux par an, dont 1 100 000 t/an pour la cimenterie.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la déclaration de cet incident, le préfet de Moselle a signé un arrêté complémentaire n° 2025-DECAT-BEPE-133 du 11 avril 2025 en vue d'encadrer les conditions de stockage du stock résiduel, les conditions d'évacuation de ces déchets et un calendrier de mise en œuvre.

Par lettre du 5 mai 2025, la société Eqiom a informé le préfet de l'état d'avancement des travaux prescrits par l'arrêté complémentaire sus-visé.

L'inspection propose au préfet, une lettre de réponse à la lettre de la société Eqiom.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions de stockage des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 12/03/2001, article 9 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions pour que l'ensemble du gypse soit stocké sous toiture.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2001, article 9 (partiel)			
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage des déchets inertes dans la carrière			
Prescription contrôlée :			
Le stockage des produits et des déchets sera effectué de la manière suivante :			
Produits	Quantité maximale stockée	Utilisation	Mode de stockage
[...]			
Porteur de sulfate	1500 tonnes	Ajout matière	Aire au sol avec rétention ou case + silo.
[...]			
[...]			
Constats :			
L'inspection des installations classées a constaté que le stockage des produits et déchets sur le site de la carrière se fait sous appentis (en plusieurs cases numérotés de 1 à 6). Le gypse recyclé correspond au code déchet 101301, et autorisé selon la liste des déchets de l'annexe de l'arrêté 2016-DLP-BUPE-15 du 22 janvier 2016. Notons que EQIOM n'est pas autorisée à recevoir des			

déchets contenant de l'amiante.

Le gypse recyclé se trouve dans les cases n° 2, 5 et 6. Depuis l'incident, l'accès est balisé par des chaînes et interdit.

L'exploitant, confirme l'arrêt de l'approvisionnement de ce déchet auprès de son fournisseur, l'arrêt de l'utilisation du stock résiduel présent sur site. La solution de remplacement de ce déchet est l'utilisation de gypse naturel ou d'anhydrite naturelle pour poursuivre la production.

Une petite quantité de résidus de gypse recyclé est tout de même observée aux pieds de deux portiques métalliques s'y trouvant devant la case n°6, et non complètement à l'abri des intempéries.

Par ailleurs, l'inspection indique que la société Egiom a demandé dans son dossier de renouvellement de l'autorisation environnementale de la carrière en cours d'instruction, une modification des conditions de stockage, qu'il soit naturel (anhydrite) ou artificiel (gypse artificiel) dans des cases, et non plus dans des cases + silos.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des résidus de gypse recyclé soit stocké dans les conditions prévues ci-dessus, et notamment sous toiture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois